

Arrêté complémentaire concernant les installations exploitées  
par la SAS « ETS ALAIN SIMON », situées lieu-dit « Les Tuilières des Imberts »,  
sur le territoire de la commune de Flayosc.

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre V, et son article R181-45 ;

Vu le code minier ;

Vu le décret du président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var , sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022/17/MCI du 28 avril 2022 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, modifié par l'arrêté ministériel du 5 mai 2010 et l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 ;

Vu la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2002 modifié, autorisant la société ETS ALAIN SIMON à exploiter une carrière, implantée lieu-dit « Les Tuilières des Imberts », sur le territoire de la commune de Flayosc ;

Vu le porter à connaissance du 31 mars 2020, complété le 27 juillet 2022, concernant un projet de prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière lieu-dit « Les Tuilières des Imberts » sur la commune de Flayosc, transmis par la société SAS « ETS ALAIN SIMON » ;

Vu le rapport du 5 octobre 2022 de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence – Alpes- Côte d'Azur ;

Considérant la quantité de gisement restant à exploiter ;

Considérant que la prolongation de l'exploitation pour une durée de deux ans, en capacité réduite, n'est pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement ni à avoir d'incidences négatives notables sur l'environnement ;

Considérant que, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement, la prolongation pour une durée de deux ans est jugée non substantielle ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2002 doit être modifié et complété pour prendre en compte l'impact de ces modifications sur ses dispositions et prescriptions ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ d'application**

La société SAS « ETS ALAIN SIMON », dont le siège social est situé 368, route de Draguignan à Flayosc (83780), exploitant des installations de carrières, situées lieu dit "Les Tuilières des Imberts", sur le territoire de la commune de Flayosc, est tenue de se conformer aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 octobre 2002, modifiées par les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 : Périmètre autorisé**

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 3 octobre 2002 sont annulées et remplacées par les suivantes :

" La société ETS Alain SIMON est autorisée à exploiter une carrière de calcaire dolomitique sur le territoire de la commune de Flayosc au lieu-dit "Les Tuilières des Imberts" parcelles cadastrées section I n° 463 et n° 741, sur une superficie de 1,5 ha, conformément au plan de masse 2022-2024, annexé au présent arrêté."

### **Article 3 : Durée de l'autorisation et production maximale**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 3 octobre 2002 sont annulées et remplacées par les suivantes :

- " – L'autorisation est accordée jusqu'au 3 octobre 2024. L'exploitation ne pourra être poursuivie au-delà de cette date qu'en vertu d'une nouvelle autorisation d'exploiter. Cette durée inclut la remise en état ;
- La production annuelle sera inférieure à 10 000 tonnes ;
- Les dispositions du présent arrêté s'appliquent en complément des prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières."

### **Article 4 : Conditions d'exploitation**

Les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté du 3 octobre 2002 sont annulées et remplacées par les suivantes :

" Les points caractéristiques du contour de la carrière sont bornés et repérés par une signalisation nettement visible. Leur altitude est rattachée au nivellement NGF. Aucun défrichement ne sera réalisé durant la durée de l'autorisation restante.

Les bords de fouille doivent être constamment maintenus et repérés à une distance horizontale de 10 mètres au moins des limites de l'emprise de la carrière et ainsi que de tous les ouvrages publics ou privés (en particulier les routes et chemins publics ou privés).

L'exploitation sera tenue à 4 mètres en dessous de la ligne de crête ."

### **Article 5 : Mesures particulières de protection de l'environnement**

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 3 octobre 2002 sont complétées par les suivantes :

#### **" 5.9 - Protection de la biodiversité**

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les mesures de réduction suivantes, conformément au dossier de porter à connaissance référencé "Dossier D\_ATDX\_2022\_07\_991", du 31 mars 2020, complété le 27 juillet 2022:

- Mesure R1 : Réduction des emprises de l'exploitation avec accompagnement et suivi annuel des espèces protégées par un écologue avant et pendant les travaux d'exploitation et mise en défens et balisage des stations et secteurs à éviter ;
- Mesure R4 : Déplacement d'individus de la petite faune (principalement tortue Hermann) hors zone d'emprise du projet par un expert herpétologue accompagné d'un maître chien habilité ;
- Mesure R5 : mise en place d'une clôture hermétique au passage de tortue d'Hermann avec expert herpétologue."

### **Article 6 : Garanties financières**

Les dispositions de l'article 7.1 et 7.2 de l'arrêté du 3 octobre 2002 sont annulées et remplacées par les suivantes :

"L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution des garanties financières dont le montant est fixé à 76 332 euros pour la période du 4 octobre 2022 au 3 octobre 2024.

L'indice TP01 retenu est celui de mai 2022.

L'exploitant transmet au préfet le document conforme attestant de la constitution des garanties financières dès la notification du présent arrêté et avant le début des travaux d'exploitation de la période de prolongation de la durée d'exploitation. "



## **Article 7 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant, dont le siège social est situé 368, route de Draguignan à Flayosc (83780) et devra être tenu, dans l'établissement, à disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

## **Article 8 : Délais et voies de recours**

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'acte ;

- pour les tiers, le délai de recours est de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, qui prolonge de deux mois les délais ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 9 : Publicité**

Le présent arrêté sera affiché en mairie de Flayosc pendant une durée d'un mois. Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité par les soins du maire.

L'arrêté sera également publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 10: Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, la maire de Flayosc, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au sous-préfet de Draguignan.

Fait à Toulon, le

24 NOV. 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Lucien GIUDICELLI

Pièce jointe : Annexe 1 - plan de masse 2022-2024.

## Annexe 1 - plan de masse 2022-2024

